

12 septembre 2012

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)

Pour l'utilisation des médias d'information - Ce n'est pas un document officiel

Pour la CNUCED, l'accroissement des inégalités n'étant pas une fatalité, les économies bénéficieraient d'une répartition plus équitable des revenus

Les causes de cette tendance à long terme varient, mais la tendance peut être inversée par la mise en œuvre de mesures budgétaires et de politiques de l'emploi

UNCTAD/PRESS/PR/2012/031
Genève, Suisse, (11 septembre 2012)

Le creusement des écarts de revenu et de richesses dans le monde n'est pas une conséquence inévitable de la mondialisation et du changement technologique, d'après le **Rapport sur le commerce et le développement, 2012**¹ de la CNUCED. La concentration croissante des revenus limite le potentiel économique des pays en affaiblissant la demande de biens et services et en réduisant les perspectives en matière d'éducation et de formation ainsi que la mobilité sociale des populations - d'où une sous-exploitation de leurs talents, de leurs compétences et de leur potentiel économique. **Les auteurs du Rapport 2012 affirment que ces tendances peuvent et doivent être inversées par la mise en œuvre de politiques budgétaires et de politiques publiques de l'emploi.**

Sous-titré «**Politiques pour une croissance équitable et équilibrée**», le **Rapport sur le commerce et le développement, 2012** est publié aujourd'hui.

Les tendances sur les trente dernières années indiquent un accroissement des inégalités de revenu dans et entre les pays. La part des salaires dans le revenu total a diminué dans la plupart des pays développés et dans beaucoup de pays en développement. Par exemple, elle a chuté de 5 points de pourcentage ou plus en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, et de 10 points de pourcentage ou plus en France, en Allemagne et en Irlande. Dans plusieurs pays, les 1 % les plus riches de la population représentent désormais de 10 à 20 % de la richesse nationale.

L'évolution a été analogue entre les pays. Si en 1980, le revenu par habitant des 15 pays les plus riches représentait 44 fois celui des 15 pays les plus pauvres, en 2000, ce chiffre est passé à 62. Le Rapport note toutefois qu'en 2009, en raison de l'amélioration des résultats économiques dans plusieurs pays en développement et pays en transition, le ratio est revenu à 56.

La mondialisation ayant considérablement progressé au cours de la même période de trente ans, un certain nombre d'économistes ont estimé que la hausse des disparités de revenu était le résultat inévitable de l'expansion rapide des flux financiers et commerciaux internationaux et des progrès de la technologie.

Mais le Rapport 2012 affirme que cela n'est pas inévitable, et que les gouvernements peuvent avoir recours aux politiques budgétaires et aux politiques de l'emploi pour réduire les inégalités de revenu.

Il indique que cet objectif se justifie non seulement pour des raisons d'équité et de bien-être social, mais aussi parce que cela améliorerait le fonctionnement de l'économie. Les ménages à faibles revenus et à revenus moyens consacrent une proportion beaucoup plus forte de leurs revenus à la consommation, laquelle crée la demande qui est le moteur des économies modernes. D'après le Rapport, la faiblesse de la reprise actuelle après la récession de 2009 dans les pays développés tient directement à la faiblesse de la demande.

Il est même probable que l'accroissement de la proportion du revenu allant aux riches a contribué à la crise financière mondiale. Dans certains pays développés, les rémunérations faramineuses versées aux grands dirigeants d'entreprise et aux agents financiers ont fréquemment été associées à une prise de risque excessive concernant la recherche de profits à court terme et de dividendes les plus élevés possible, tandis que les travailleurs salariés étaient obligés de s'endetter pour maintenir leur niveau de vie. «Une concentration excessive des revenus a été l'un des facteurs qui a provoqué la crise mondiale, en raison des incitations perverses ainsi adressées aux groupes à très hauts revenus et du fort endettement des autres groupes de revenus», selon le Rapport de la CNUCED, qui prédit qu'il n'y aura pas de reprise réelle tant que les groupes à faibles revenus et à revenus moyens ne verront pas leurs revenus augmenter suffisamment pour relancer la consommation.

Une répartition plus équitable des revenus est également bénéfique à long terme, car de fortes inégalités privent de nombreux individus d'un accès à l'éducation et au crédit et freinent l'expansion des marchés intérieurs. Au fil des ans et des décennies, cela représente un énorme gaspillage de potentiel économique national. Ainsi, une meilleure répartition des revenus contribuerait à stimuler et à soutenir la croissance économique à court terme et encouragerait davantage l'investissement, l'innovation et la création d'emplois à long terme.

Dans les pays développés, la hausse des inégalités a été en partie le résultat d'une modification des stratégies des entreprises. Plutôt que de réagir à une intensification de la concurrence internationale par des investissements permettant d'accroître la productivité, celles-ci ont eu tendance à créer des profits en délocalisant leurs activités de production vers des pays à bas salaire ou en imposant une modération salariale par la simple menace des délocalisations. La plus grande partie des profits qui en a résulté a été utilisée pour verser des dividendes ou réaliser des rachats d'actions dans le but de maximiser la valeur actionnariale. Les restrictions salariales au niveau national se sont accompagnées d'une hausse de la part du revenu revenant aux groupes à hauts revenus, y compris les «rentiers» et les «travailleurs riches», c'est-à-dire les hauts cadres dirigeants.

Dans les pays en développement et les pays en transition, les effets redistributifs de la mondialisation et du changement technologique ont été liés à l'évolution des structures de production, selon le Rapport 2012. L'exode de la main-d'œuvre agricole vers des activités à plus forte productivité, telles que les activités manufacturières, peut initialement avoir eu des

effets redistributifs négatifs: Par exemple en Chine, les ouvriers gagnent beaucoup plus que les agriculteurs, et si tous les travailleurs se trouvent mieux lotis, ils le sont à des degrés différents.

Toutefois, lorsque la mondialisation financière entraîne une désindustrialisation prématurée ou une instabilité financière et des crises, comme en Amérique latine et dans les pays en transition, l'exode de la main-d'œuvre du secteur manufacturier vers des activités moins productives - secteur informel des services, emplois précaires - ou la simple augmentation du chômage tendent à réduire le niveau des salaires et à aggraver les écarts de revenu. Les crises financières et les nombreuses privatisations d'entreprises d'État ont également modifié la structure du capital des entreprises, favorisant un accroissement de la richesse et une concentration des revenus, d'après le Rapport 2012.

Rapport complet - http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/tdr2012_en.pdf (seulement en anglais)

Apperçu général - http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/tdr2012overview_fr.pdf

End Notes

1. Le rapport (no de vente: E.12.II.D.6, ISBN-13: 978-92-1-112846-8) peut être obtenu auprès du Bureau des ventes et de la commercialisation des publications des Nations Unies à l'adresse ci-dessous ou auprès des revendeurs des publications des Nations Unies dans le monde, au prix de 55 dollars des États-Unis (avec une réduction de 50 % pour les résidents des pays en développement, et de 75 % pour les résidents des pays les moins avancés). Les commandes ou les demandes de renseignements sont à adresser à: United Publications Sales and Marketing Office, 300 E 42nd Street, 9th Floor, IN-919J New York, NY 10017 (États-Unis d'Amérique), tél.: +1 212 963 8302, télécopie: +1 212 963 3489, courriel: publications@un.org, <https://unp.un.org>.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Unité de Communication et d'information de la CNUCED

T: +41 22 917 5828

T: +41 79 502 43 11

E: unctadpress@unctad.org

Web: <http://unctad.org/en/pages/Media.aspx>